

## EDITORIAL

**Laurent GERBIER**

Maître de conférences en philosophie, Université de Tours,  
Centre d'Etudes Supérieures de la Renaissance (UMR 6576) / Jeune  
équipe ANR ORACL.

L'idée impériale connaît avec l'avènement de Charles Quint en 1519 un regain de vitalité paradoxal : sous un certain point de vue, Charles Quint semble avoir triomphé de ses rivaux (Tudor, et surtout Valois), et à travers lui la maison de Habsbourg accède à une position véritablement dominante dans l'Europe du XVI<sup>e</sup> siècle, au point que ses adversaires accusent Charles de briguer la « monarchie universelle » or, bien que l'Empereur lui-même s'en défende[1], il est vrai que le rêve d'une monarchie universelle est porté par la propagande impériale développée par certains de ses proches, à commencer par le chancelier Mercurino Gattinara. L'idée impériale ancienne, celle de la monarchie universelle, joue-t-elle véritablement un rôle dans le règne de Charles Quint, ou ne constitue-t-elle qu'un appareil rhétorique inoffensif ? Charles Quint accomplit-il l'Empire, et dans quel sens ? Cette question a fait dès les années 1930-1940 l'objet d'un débat historiographique bien connu, dans lequel les historiographes allemands (Karl Brandt[2], Peter Rassow[3]) soutiennent la thèse « gibeline » d'un Charles rêvant d'une *monarchia universalis* qui renouerait avec le vieux rêve de Dante (Rassow qualifiant même Charles de « dernier César du Moyen âge[4] »), tandis que les historiographes espagnols (au premier rang desquels Ramón Menéndez Pidal[5]) insistent sur l'importance de l'héritage des souverains catholiques, qui est incompatible avec l'idée même d'une domination universelle de l'empereur. D'autre part, le règne de Charles correspond à une phase essentielle de développement des possessions espagnoles en Amérique, de sorte que l'idée impériale chrétienne et médiévale paraît bien rencontrer dans la personne de Charles Quint la genèse des grands empires coloniaux qui marqueront l'époque moderne[6]. Faut-il alors, avec A. Pagden, faire de l'Empire de Charles Quint le moment où se transforme l'idée d'Empire, la découverte et la conquête des Indes occidentales constituant le pivot autour auquel l'empire médiéval d'Othon bascule pour laisser place aux futurs empires coloniaux ?

On le voit, l'idée impériale est prise dans le jeu de multiples transitions ou oppositions qui ne supportent pas d'être réduites à une image

unique de l'Empire. C'est donc la pluralité des « raisons » de l'Empire que nous avons voulu examiner, en n'excluant pas l'hypothèse selon laquelle c'est peut-être dans son caractère hétérogène, composite, ou paradoxal que l'Empire de Charles Quint constitue un « laboratoire » de la politique moderne. « Raisons d'Empire », cela signifie donc aussi que l'on a cherché à saisir les types d'intelligibilité que l'idée d'Empire permettait de conférer non seulement au règne de Charles Quint lui-même, mais aussi plus largement aux formes du raisonnement politique qui préparent l'âge classique et l'émergence d'une science politique moderne. Les « raisons d'Empire » ne feraient ainsi qu'annoncer « l'empire de la raison » : il ne faut pas voir dans ce chiasme une simple facilité rhétorique, mais la désignation ramassée d'une fonction inattendue de l'idée impériale qui, à travers les obstacles et les échecs mêmes auxquels elle se heurte, se transforme pour dessiner un certain ordre des raisons de la politique moderne. Il nous semble en effet que, si l'échec de l'accession à l'empire a pu jouer un rôle décisif en France – le renoncement au pouvoir universel laissant place au recours à l'universalité de la raison, comme si le développement d'une politique dictée par la raison universelle pouvait seule compenser l'échec du rêve impérial – c'est analogiquement ses échecs et ses équivoques qui font tout l'intérêt de l'idée impériale dans l'Espagne de Charles Quint. L'idée impériale s'y trouve en effet confrontée à une série de difficultés diverses (construire les outils administratifs du gouvernement des royaumes divers qui composent l'Empire, trouver sa place dans l'équilibre des puissances européennes et extra-européennes, préserver une légitimité possible dans la division religieuse de l'Occident, prendre la mesure des enjeux de la colonisation de l'Amérique) qui dessinent par avance la place exacte que va occuper en politique « l'empire de la raison » à partir du développement, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, des discours de la raison d'État<sup>[7]</sup>.

Dans cette perspective, il était nécessaire de remonter un peu dans le temps pour présenter les racines de l'idée impériale à travers l'opposition entre les figures du Pape et de l'Empereur au Moyen âge. C'est à cette opposition que s'attache l'article de Didier Ottaviani, en montrant de quelle manière la conception de l'unicité et de l'universalité du pouvoir spirituel du Pape, développée par les théologiens et les juristes au service de la théocratie pontificale au XIII<sup>e</sup> siècle, oblige les adversaires de ce pouvoir à s'élever, pour ainsi dire, à sa hauteur, en construisant en face de lui la figure symétrique et opposée du pouvoir unique et universel de l'Empereur. Contre la

doctrine théocratique qui veut dériver tout pouvoir temporel du pouvoir spirituel qui le coiffe, puisqu'il est seul à assurer le vicariat du Christ, les théoriciens de l'Empire vont développer l'idée d'une onction double, qui détache le pouvoir temporel de sa tutelle spirituelle, et transfère ainsi à l'Empereur une fonction elle aussi vicariante. Par-delà les compromis indispensables et les collaborations nécessaires qui marquent l'histoire concrète de l'Empire et de la papauté, Didier Ottaviani met ainsi en évidence la constitution de « deux figures discursives antagonistes du pouvoir politique ». C'est dans cet affrontement discursif que le Moyen âge élabore la figure de l'Empereur universel tel que l'illustre en 1316 le *De Monarchia* de Dante, dans lequel l'Empire universel est rendu nécessaire par le développement d'une théorie de la perfection de l'humanité dont il constitue la condition essentielle. Il n'est pas inutile de rappeler que Mercurino Gattinara, Grand Chancelier de Charles Quint, tentera d'obtenir en 1527, après le sac de Rome, qu'Érasme accepte de publier une édition du *De Monarchia* de Dante.

C'est donc dans l'assimilation et la mise au travail de cet héritage médiéval que l'Empire de Charles Quint peut être conçu comme un « laboratoire politique de l'Europe moderne » : comme le montre la synthèse magistrale proposée par Marina Mestre Zaragozá, la question n'est plus de savoir si l'Empire de Charles Quint hérite ou non de l'Empire médiéval, mais dans quelle mesure il se montre capable d'utiliser toutes les figures discursives, symboliques ou conceptuelles disponibles pour les mettre au service du gouvernement de l'Empire. L'Empire de Charles Quint est en effet le premier à réunir non seulement une multitude de territoires mais aussi une multitude de sens de l'idée impériale (plus qu'aucun de ses prédécesseurs, qui pouvaient se prévaloir du titre d'Empereur mais non pas de la multitude immense des territoires et des royaumes administrés, dont les frontières s'étendent désormais au-delà des mers). Or, comme le montre M. Mestre, c'est précisément dans la manière dont il assure le gouvernement de ces hétérogénéités redoublées que l'Empire de Charles Quint démontre sa modernité, au point même que c'est à travers les conflits (divisions confessionnelles, rivalités européennes, menace turque, affrontement avec la papauté) que l'Empire se construit et se préserve. Le caractère composite du pouvoir impérial, construit dans les conflits mêmes, n'est pas sans rappeler les doctrines d'un Machiavel, dont les enseignements trouvent un espace d'application inattendu dans la mise en œuvre pratique du gouvernement impérial.

Si l'Empire doit avoir son Machiavel, Mercurino Arborio di Gattinara, Grand Chancelier de Charles Quint de 1517 à sa mort en 1530, constitue un prétendant sérieux à ce statut. Piémontais, nourri de lettres latines, et grand admirateur de Dante auquel il reprend une conception prophétique et messianique de l'Empire, Gattinara n'est en effet pas seulement l'idéaliste archaïsant, égaré dans l'Europe moderne de la balance des États et du développement des bureaucraties administratives, qu'ont parfois décrit les historiens du règne de Charles Quint. En traduisant et en commentant le discours qu'il adresse en novembre 1519 aux légats des princes-électeurs qui viennent annoncer à son souverain son élection à l'Empire, j'ai cherché à mettre en évidence la complexité des intentions et des stratégies, indissociablement politiques et rhétoriques, que Gattinara nouait dans cette illustration de sa fonction de « conseil ». Là aussi, l'équivocité délibérée des raisons de l'Empire me semble annoncer la progressive émergence de ce que l'on nommera bientôt la « raison d'État », et que le Chancelier impérial pressent et pratique déjà au quotidien, lorsqu'il tente de réorganiser le gouvernement central de l'Empire, et d'y créer les conditions d'une bonne administration des « affaires les plus secrètes de l'Etat (*secretiora negocia Imperii*) ».

Cependant, cette hypothèse suppose que l'on puisse d'une certaine manière décrire la dissociation entre l'Empire concret, c'est-à-dire la variété des territoires et des possessions, et la rationalité propre de la fonction impériale : cette « fonctionnalisation » des raisons d'Empire constitue l'arrière-plan des deux études de Stéphan Vaquero et d'Éric Marquer. Stéphan Vaquero entreprend en effet d'examiner la manière dont se déploie l'idée d'imperio chez les penseurs politiques espagnols de l'âge classique. Il montre ainsi que la stabilité de l'Imperio (comme ensemble des États effectivement administrés par le Prince) passe par la manifestation de l'imperio (conçu comme la puissance de commandement du Prince). C'est en effet la présence personnelle du Prince qui seule est capable de faire tenir ensemble les « reynos » multiples qui composent l'Imperio : se met alors en place une économie de la visibilité du Prince (en particulier chez Gracian), dans laquelle le pouvoir se rend sensible pour assurer la cohésion des parties de son « empire ». L'imperio participe alors d'une recherche permanente de « centration » du pouvoir, puisque c'est dans la personne même du Prince que le foyer du pouvoir se trouve localisé par son imperio, de sorte que sa présence personnelle du Prince emblématise sa « capacité » à conférer à l'Imperio sa substance, et à la maintenir. Or cette économie du visible est double : le Prince y est en effet tout autant vu

que voyant, et la logique de la manifestation de l'imperio princier se redouble immédiatement d'une logique de la supervision générale qu'exerce ce même imperio. L'omniprésence se double d'omniscience, et l'Empire se trouve par là lentement détaché des fonctions qui le maintiennent en vie.

Que peut devenir alors l'idée d'Empire après l'abdication de Charles Quint, sa dernière retraite à Yuste, et sa mort ? C'est la question que pose dès l'ouverture l'article d'Éric Marquer, et dont il cherche la réponse en étudiant Jean Bodin. Or, de même qu'on vient de faire l'hypothèse que les formes mêmes de la pensée de l'Empire survivent à la réalité de l'Empire en se fonctionnalisant, de même l'empire conçu par Bodin n'est plus un régime, ni un certain mode de gouvernement des États composés : c'est une des fonctions de la souveraineté, qui retrouve son sens romain (*l'imperium*, c'est d'abord la puissance de commander). Et c'est précisément en décrivant cette puissance de commandement comme auto-fondée que Bodin parvient à en donner une description formelle, détachée de la réalité concrète de l'Empire : il prépare ainsi les voies modernes d'une réflexion théorique sur l'essence du pouvoir.

## Notes

[1] En particulier dans le célèbre discours prononcé devant le Pape Paul III en 1536 : Charles Quint déclare alors que son intention n'a jamais été de devenir « *monarcha del mundo* », et qu'il veut seulement être le garant de l'équilibre des puissances européennes.

[2] K. Brandi, *Kaiser Karl V. Werden und Schicksal einer Personlichkeit und eines Weltreiches*, München, F. Bruckmann Verlag, 1937.

[3] P. Rassow, *Die politische Welt Karls V.*, München, H. Rinn, 1947.

[4] P. Rassow, *Karl V. : der letzte Kaiser des Mittelalters*, Berlin - Frankfurt, Musterschmidt, 1957.

[5] R. Menéndez Pidal, *La Idea imperial de Carlos V*, La Habana, 1937 (rééd. Madrid, 1941).

[6] Voir A. J. Pagden, *Lords of All the World. Ideologies of Empire in Spain, Britain and France c. 1500-1800*, New Haven - London, Yale University Press, 1995, et D. Armitage (dir.), *Theories of Empire, 1450-1800*, Aldershot, Ashgate Variorum, 1998.

[7] Ce n'est qu'en 1589 que Giovanni Botero publie son célèbre *Della ragion di stato* ; cependant il n'est pas sans intérêt de noter que la première mention connue de l'expression « *ragione di stato* » se trouve dans un discours composé en 1548 par Giovanni della Casa, nonce du

Pape à Venise, pour convaincre Charles Quint de restituer la cité de Piacenza aux comtes de Parme, et ce en dépit du fait que, comme le précise della Casa, cela s'oppose à la « raison d'État ».